

Annonces Légales

Arrêté SG/DCL/BRGE du 10 Décembre 2020

portant la liste des journaux habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour l'année 2021 dans le département de la Guadeloupe.
En vertu de cet arrêté, le tarif hors taxe à la ligne est de 4.16 €

CONSTITUTION

FC06330

Par acte SSP du 14/05/2021 il a été constitué une SAS dénommée :

TLG GOSIER

Siège social : Lot n 9 centre commercial, les poiriers de la marina 97110 POINTE A PITRE

Capital : 1.000€

Objet : restauration rapide

Président : M PUTOLA RUDDY MIKE, Route de Birloton, cafeire 97125 BOUILLANTE.

Directeur Général : M BIDOYET CEDRIC, Les hauts de malendure, malendure est 97125 BOUILLANTE.

Admission aux assemblées et droits de vote : Tout actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne un droit à une voix.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de POINTE À PITRE

MODIFICATION

FC06328

PHONE DEAL

SAS au capital de 750,00 €

Siège social : 947 Rue Henri Becquerel Immeuble Arlook 97122 BAIE-MAHAULT
RCS POINTE À PITRE 834712937

Par décision de l'associé Unique du 26/05/2021, il a été décidé de transférer le siège social au blvd chanzy angle rue schoelcher 97110 POINTE-À-PITRE à compter du 02/06/2021

Modification au RCS de POINTE À PITRE.

DISSOLUTIONS

FC06329

MY CARIBBEAN BOX

SAS au capital de 100€.

Siège social : RTE DE BOISSERENT MONTEBELLO 97170 PETIT BOURG.
RCS 832 580 948 POINTE À PITRE

L'AGE du 16/11/2017 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 16/11/2017, nommé liquidateur Mme PICOT Tracy, RTE DE BOIS SERGENT MONTEBELLO 97170 PETIT BOURG et fixé le siège de la liquidation au siège social. Mention au RCS de POINTE À PITRE.

FC06331

EURL ESH

2 Lot, Domaine de Biglette
Plaisance 97122 BAIE-MAHAULT
RCS 817 883 283

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire de l'EURL ESH, au capital de 100 €, ayant constaté l'extinction de l'objet social, a décidé en date du 31 mai 2021 à Baie-Mahault, la dissolution anticipée de la société à compter du 31 mai 2021, désigné en qualité de liquidateur M. Eric SANDILLON demeurant au 2 Lot, Domaine de Biglette 97122 Baie-Mahault, et fixé le siège de la liquidation et l'adresse de correspondance au 2 Lot, Domaine de Biglette 97122 Baie-Mahault

Pour avis, la gérance

www.leprobant.fr

FC06332

EURL ESH

EN LIQUIDATION
2 Lot, Domaine de Biglette
Plaisance 97122 BAIE-MAHAULT
RCS 817 883 283

AVIS DE LIQUIDATION

L'assemblée générale extraordinaire de l'EURL ESH, au capital de 100 €, a approuvé le 1er juin 2021, les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur M. Eric SANDILLON demeurant au 2 Lot, Domaine de Biglette 97122 Baie-Mahault, pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation de la société, à compter du 31 mai 2021.

Les comptes du liquidateur seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-à-Pitre.

Pour avis, la gérance

MARCHE PUBLIC

FC06323



AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Région Guadeloupe.

Correspondant : M. le président du conseil régional, hôtel de Région avenue Paul Lacavé - petit Paris 97100 Basse Terre, - télécopieur : 05-90-80-41-59

Adresse internet : <http://www.regionguadeloupe.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.eguadeloupe.com>.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : le présent marché consiste en l'élaboration du rapport développement durable pour les années 2020-2023.

CPV - Objet principal : 90713000.

Lieu d'exécution : .

Code NUTS : FRY10.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Caractéristiques principales : La prestation concerne la réalisation de rapports triennaux (2020 à 2023) sur le développement durable de la région Guadeloupe. Le rapport permettra à la collectivité d'évaluer sa politique publique, son fonctionnement et ses modalités d'intervention en perspective du développement durable du territoire

Nombre de reconductions éventuelles: 0

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution: 36 mois à compter de la notification du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : la prestation sera financée sur le budget propre de la collectivité. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon les dispositions du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. En cas de retard, le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement sera également due dès le premier jour de retard. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature:

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature

- Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- valeur technique de l'offre : 60 %;

- prix : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 14 juin 2021, à 12 heures

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements : Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAPA 21-018.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Guadeloupe 6, Rue Victor Hugues 97100 Basse Terre, tél. : 059-0 -41- 4-5 -38, télécopieur : 059-0 -81- 9-6 -70 adresse internet : <http://www.guadeloupe.tribunal.fr>.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS : 19 Mai 2021

Mots descripteurs : Etude, Prestations de services.

Le président du conseil régional
ARY CHALUS

Une annonce légale à publier en Guyane ?

Saisissez la en ligne !
24 H / 24 - 7 Jours / 7

Votre attestation immédiatement dans votre boîte mail
 Paiement sécurisé

www.lapostille.fr

Une annonce légale à publier en Martinique ?

Saisissez la en ligne !
24 H / 24 - 7 Jours / 7

Votre attestation immédiatement dans votre boîte mail
 Paiement sécurisé

www.lelegis.fr